



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 74.358/2
du 20 septembre 2023

sur

un projet d'arrêté royal
'modifiant le PJPOL et
transposant partiellement la
directive (UE) 2019/1158 du
Parlement européen et du
Conseil du 20 juin 2019
concernant l'équilibre entre
vie professionnelle et vie
privée des parents et des
aidants et abrogeant la
directive 2010/18/UE du
Conseil'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 74.358/2
van 20 september 2023

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van
het RPPOL als gedeeltelijke
omzetting van
Richtlijn (EU) 2019/1158 van
het Europees Parlement en de
Raad van 20 juni 2019
betreffende het evenwicht
tussen werk en privéleven
voor ouders en mantelzorgers
en tot intrekking van
Richtlijn 2010/18/EU van de
Raad'

Le 9 août 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de quinze jours * jusqu'au 25 septembre 2023, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant le PJPol et transposant partiellement la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 20 septembre 2023. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Patrick RONVAUX et Pierre-Olivier DE BROUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX, conseiller d'État.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 20 septembre 2023.

* Par courriel du 9 août 2023.

*

Op 9 augustus 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd met vijftien dagen * tot 25 september 2023 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het RPPol als gedeeltelijke omzetting van Richtlijn (EU) 2019/1158 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 betreffende het evenwicht tussen werk en privéleven voor ouders en mantelzorgers en tot intrekking van Richtlijn 2010/18/EU van de Raad'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 20 september 2023. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Pierre-Olivier DE BROUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 20 september 2023.

* Bij e-mail van 9 augustus 2023.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Les articles VI.I.16, § 5, alinéa 2, et VIII.IX.4, alinéa 4, en projet (articles 2 et 9 du projet) prévoient que le membre du personnel qui souhaite obtenir une formule souple de travail ou un congé d'aidant doit fournir une attestation délivrée par le médecin traitant du membre du ménage ou de la famille dont il ressort que ce membre du ménage ou de la famille nécessite des soins ou une aide considérables pour une raison médicale grave.

Ce faisant, ces dispositions en projet prévoient des traitements de données à caractère personnel.

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', combiné avec l'article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de ce règlement, ainsi qu'avec l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national ou d'une proposition de mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement.

Il s'impose par conséquent de recueillir l'avis de l'Autorité de protection des données concernant ces dispositions ¹.

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications autres que de forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, ces modifications devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois 'sur le Conseil d'État' coordonnées le 12 janvier 1973.

2. Le protocole n° 575/5 du comité de négociation pour les services de police du 24 mai 2023 n'étant pas signé par les dirigeants responsables des organisations syndicales ni par

¹ Voir notamment l'avis n° 73.591/4 du 28 juin 2023 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant diverses dispositions relatives à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et transposant la Directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil'.

les membres de la délégation de l'autorité, la formalité ne peut être considérée comme étant valablement accomplie.

Il appartient à l'auteur du projet de s'assurer du bon accomplissement de cette formalité préalable ².

EXAMEN DU PROJET

Articles 2 et 9

1. Les articles VI.I.16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et VIII.IX.4, alinéa 1^{er}, en projet prévoient que les aspirants et les membres du personnel contractuel n'ont pas le droit de demander une formule souple de travail ou un congé d'aidant.

Or, selon l'article 2 de la directive (UE) 2019/1158, celle-ci s'applique à tous les travailleurs.

La « fiche explicative » jointe au dossier précise que la loi du 7 octobre 2022 'transposant partiellement la Directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil, et réglementant certains autres aspects relatifs aux congés' s'applique aux membres du personnel contractuel.

Cette fiche ne contient, par contre, aucune précision en ce qui concerne les aspirants.

Interrogé à cet égard, la fonctionnaire déléguée a répondu ce qui suit :

« Les aspirants sont effectivement des travailleurs dans le sens de l'article 2 de la directive 2019/1158, mais ils constituent une catégorie particulière de membres du personnel qui ne peut être mise sur le même pied que les membres du personnel déjà nommés qui ont suivi et réussi une formation de base. Les membres du personnel ayant la qualité d'aspirant sont en effet des étudiants qui suivent une formation de base et qui sont dès lors soumis à un régime scolaire spécifique.

La formation de base est une formation professionnelle à temps plein dispensée en vue d'acquérir les compétences professionnelles de base nécessaires à l'exercice d'un emploi dans le cadre opérationnel des services de police ³. La finalité ainsi que

² Voir notamment l'avis n° 68.838/2 donné le 8 mars 2021 sur un projet devenu l'arrêté royal du 2 mai 2021 'modifiant l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police concernant le congé de circonstance à l'occasion de l'accouchement'.

³ *Note de bas de page n° 1 de la réponse de la fonctionnaire déléguée* : Article 4 de l'arrêté royal du 20 novembre 2001 relatif aux formations de base des membres du personnel du cadre opérationnel des services de police et portant diverses dispositions transitoires *juncto* article 4 de l'arrêté royal du 24 septembre 2015 relatif à la formation de base des membres du personnel du cadre de base des services de police.

Article 3 de l'arrêté royal du 29 mai 2023 relatif à la formation de base des membres du personnel du cadre moyen spécialisé des services de police.

Article 3 de l'arrêté royal du 22 juillet 2018 relatif à la formation de base des membres du personnel du cadre d'agents de sécurisation de police et du cadre d'assistants de sécurisation de police et fixant l'entrée en vigueur des articles 1^{er}, 9 à 13, 15 à 24, 33 à 38 et 41 à 49 de la loi du 12 novembre 2017 relative aux assistants et agents de sécurisation de police et portant modification de certaines dispositions concernant la police.

l'organisation des formations de base exigent donc une présence à temps plein ⁴ de l'aspirant et ne permettent donc pas la mise en place d'une formule souple de travail en faveur de l'aspirant.

En outre, vu que l'aspirant bénéficie d'un régime scolaire spécifique, il est exclu du congé pour motifs impérieux d'ordre familial ⁵ pendant la formation de base. De plus, vu que le congé d'aidant a un impact sur le nombre de jours de ce congé, il est logique que l'aspirant soit également exclu du droit au congé d'aidant ».

La section de législation prend acte de ces explications en ce qu'elle en déduit que l'aspirant ne peut pas être qualifié de travailleur au sens de la directive (UE) 2019/1158.

2. À l'article VI.I.16, § 3, alinéa 3, 3°, en projet, il convient de remplacer les mots « paragraphe 1^{er}, alinéa 3 » par les mots « paragraphe 1^{er}, alinéa 4 ».

3. Le paragraphe 4, alinéa 3, de l'article VI.I.16, en projet prévoit que si l'autorité compétente rejette la demande, la réponse écrite contient une motivation circonstanciée de cette décision de refus et qu'il est entre autres indiqué de quelle manière il a été tenu compte des besoins de l'autorité et de ceux du membre du personnel lors de l'examen de la demande.

Cette mention doit être omise. En effet,

– d'une part, elle rappelle inutilement une obligation résultant déjà de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs' ;

– d'autre part, elle pourrait donner à penser que l'auteur du projet entend dispenser d'autres actes administratifs pris en application de l'arrêté en projet de l'obligation de motivation formelle consacrée par la loi du 29 juillet 1991.

Ainsi, comme la section de législation a eu l'occasion de le rappeler ⁶, il va de soi que le refus conduisant à la formulation d'une contreproposition à la demande (alinéa 2 du même paragraphe) doit lui-même être motivé.

Article 4

L'article VIII.IV.1^{er}, § 1^{er}, 3°/1 et 7°/1, en projet prévoit, d'une part, un congé de circonstance de 4 jours ouvrables en cas de décès du père d'accueil ou de la mère d'accueil auprès desquels le membre du personnel est ou était placé dans le cadre du placement familial de longue durée et, d'autre part, un congé de circonstance d'un jour ouvrable en cas de décès d'un enfant qui est placé auprès du membre du personnel ou de son conjoint dans le cadre du placement familial de courte durée.

⁴ Note de bas de page n° 2 de la réponse de la fonctionnaire déléguée : Article IV.II.4 et art. IV.II.42 PJPol.

⁵ Note de bas de page n° 3 de la réponse de la fonctionnaire déléguée : Article VIII.IX.1 à 3 PJPol.

⁶ Voir l'avis n° 73.591/4.

Selon l'article 11 du projet, ces dispositions en projet sont appelées à produire leurs effets le 25 juillet 2021.

Par contre, l'arrêté en projet ne prévoit pas un congé de circonstance en cas de décès d'un enfant qui est placé auprès du membre du personnel ou de son conjoint dans le cadre du placement familial de longue durée.

Interrogée à cet égard, la fonctionnaire déléguée a répondu :

« En ce qui concerne le congé de circonstance en cas de décès d'un enfant qui est placé auprès du membre du personnel ou de son conjoint dans le cadre du placement familial de longue durée, vous soulignez à juste titre qu'il n'est pas repris dans le présent projet d'arrêté royal, mais je vous confirme que ce congé fait l'objet d'un autre projet d'arrêté royal qui se trouve actuellement dans le parcours des formalités administratives ».

Afin d'assurer le respect du principe d'égalité et de non-discrimination garanti par les articles 10 et 11 de la Constitution, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait qu'il est absolument nécessaire de faire entrer en vigueur concomitamment les dispositions concernées des deux arrêtés, et ce à la date du 25 juillet 2021 ⁷.

Article 11

Cet article prévoit que l'arrêté en projet entre en vigueur le jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 3 et 4, b), c) et e), qui produisent leurs effets le 25 juillet 2021.

Il est rappelé que la non-rétroactivité des actes administratifs est de règle, en vertu d'un principe général de droit, que la rétroactivité peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par la loi et qu'en l'absence d'autorisation légale, elle ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

Interrogée quant aux motifs d'une telle rétroactivité, la fonctionnaire déléguée a répondu comme suit :

« Le projet d'article 11 prescrit que les projets d'articles 3 et 4, b), c) et e), entrent en vigueur avec effet rétroactif à partir du 25 juillet 2021, et ce dans un souci d'uniformité avec les autres secteurs. Aussi, dans le même ordre d'idées, afin d'assurer une égalité de traitement des membres du personnel des services de police avec ceux des autres secteurs, l'autorité s'est engagée auprès des organisations syndicales représentatives des services de police d'appliquer les droits découlant des modifications susmentionnées à partir du 25 juillet 2021 ».

⁷ Voir l'article 11 du projet.

Dès lors que le projet n'emporte aucune conséquence défavorable pour ses destinataires, cette rétroactivité est en effet admissible.

*

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. In de ontworpen artikelen VI.I.16, § 5, tweede lid, en VIII.IX.4, vierde lid, (artikelen 2 en 9 van het ontwerp) wordt bepaald dat het personeelslid dat een flexibele werkregeling of zorgverlof wenst te bekomen, een door de behandelende arts van het gezins- of familielid afgeleverd attest moet bezorgen waaruit blijkt dat dit gezins- of familielid om een ernstige medische reden behoefte heeft aan aanzienlijke zorg of steun.

Die ontworpen bepalingen voorzien zodoende in verwerkingen van persoonsgegevens.

Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’, gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van die verordening alsook met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, schrijft voor dat de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, wordt geraadpleegd bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of van een voorstel voor een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel, in verband met verwerking.

Bijgevolg moet over die bepalingen het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit worden ingewonnen.¹

¹ Zie onder meer advies 73.591/4 van 28 juni 2023 over een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot wijziging van diverse bepalingen met betrekking tot de *Work Life Balance* als omzetting van de Richtlijn (EU) 2019/1158 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 betreffende het evenwicht tussen werk en privéleven voor ouders en mantelzorgers en tot intrekking van Richtlijn 2010/18/EU van de Raad’.

Indien het vervullen van dat vormvereiste nog aanleiding zou geven tot wijzigingen die niet louter vormelijk zijn en niet voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies wordt gegeven, moet over die wijzigingen nogmaals het advies van de afdeling Wetgeving worden gevraagd, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de wetten ‘op de Raad van State’ gecoördineerd op 12 januari 1973.

2. Aangezien protocol nr. 575/5 van het onderhandelingscomité voor de politiediensten van 24 mei 2023 niet is ondertekend door de verantwoordelijke leiders van de vakorganisaties, noch door de leden van de overheidsafvaardiging, kan het vormvereiste niet worden geacht naar behoren te zijn vervuld.

De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat dit voorafgaande vormvereiste naar behoren wordt vervuld.²

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Artikelen 2 en 9

1. In de ontworpen artikelen VI.I.16, § 1, eerste lid, en VIII.IX.4, eerste lid, wordt bepaald dat aspiranten en contractuele personeelsleden niet het recht hebben een flexibele werkregeling of zorgverlof aan te vragen.

Richtlijn (EU) 2019/1158 is, volgens artikel 2 ervan, evenwel op alle werknemers van toepassing.

De bij het dossier gevoegde “toelichtingsfiche” vermeldt dat de wet van 7 oktober 2022 ‘tot gedeeltelijke omzetting van de Richtlijn (EU) 2019/1158 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 betreffende het evenwicht tussen werk en privéleven voor ouders en mantelzorgers, en tot intrekking van Richtlijn 2010/18/EU van de Raad en tot regeling van een aantal andere aspecten op het vlak van de verlopen’ van toepassing is op de contractuele personeelsleden.

Die fiche bevat echter geen enkele precisering over de aspiranten.

Op een vraag daarover heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord:

“Les aspirants sont effectivement des travailleurs dans le sens de l’article 2 de la directive 2019/1158, mais ils constituent une catégorie particulière de membres du personnel qui ne peut être mise sur le même pied que les membres du personnel déjà nommés qui ont suivi et réussi une formation de base. Les membres du personnel ayant la qualité d’aspirant sont en effet des étudiants qui suivent une formation de base et qui sont dès lors soumis à un régime scolaire spécifique.

² Zie onder meer advies 68.838/2 van 8 maart 2021 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 2 mei 2021 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten betreffende de moederschapsbescherming’.

La formation de base est une formation professionnelle à temps plein dispensée en vue d'acquérir les compétences professionnelles de base nécessaires à l'exercice d'un emploi dans le cadre opérationnel des services de police.³ La finalité ainsi que l'organisation des formations de base exigent donc une présence à temps plein⁴ de l'aspirant et ne permettent donc pas la mise en place d'une formule souple de travail en faveur de l'aspirant.

En outre, vu que l'aspirant bénéficie d'un régime scolaire spécifique, il est exclu du congé pour motifs impérieux d'ordre familial⁵ pendant la formation de base. De plus, vu que le congé d'aidant a un impact sur le nombre de jours de ce congé, il est logique que l'aspirant soit également exclu du droit au congé d'aidant.”

De afdeling Wetgeving neemt akte van die toelichting in deze zin dat ze daaruit afleidt dat de aspirant niet kan worden gekwalificeerd als een werknemer in de zin van richtlijn (EU) 2019/1158.

2. In het ontworpen artikel VI.I.16, § 3, derde lid, 3°, dienen de woorden “paragraaf 1, derde lid” te worden vervangen door de woorden “paragraaf 1, vierde lid”.

3. In paragraaf 4, derde lid, van het ontworpen artikel VI.I.16 wordt bepaald dat, indien de bevoegde overheid de aanvraag weigert, het schriftelijke antwoord een omstandige motivering van deze weigeringsbeslissing bevat en dat onder meer wordt aangegeven hoe bij de beoordeling van de aanvraag rekening werd gehouden met de behoeften van de overheid en met die van het personeelslid.

Die vermelding dient te worden weggelaten:

– enerzijds is ze een overbodige herhaling van een verplichting die reeds voortvloeit uit de wet van 29 juli 1991 ‘betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen’;

– anderzijds zou ze de indruk kunnen wekken dat de steller van het ontwerp andere bestuurshandelingen die met toepassing van het ontworpen besluit worden gesteld, wil vrijstellen van de verplichting tot uitdrukkelijke motivering die in de wet van 29 juli 1991 is verankerd.

³ Voetnoot 1 van het antwoord van de gemachtigde ambtenaar: Article 4 de l'arrêté royal du 20 novembre 2001 relatif aux formations de base des membres du personnel du cadre opérationnel des services de police et portant diverses dispositions transitoires *juncto* article 4 de l'arrêté royal du 24 septembre 2015 relatif à la formation de base des membres du personnel du cadre de base des services de police.

Article 3 de l'arrêté royal du 29 mai 2023 relatif à la formation de base des membres du personnel du cadre moyen spécialisé des services de police.

Article 3 de l'arrêté royal du 22 juillet 2018 relatif à la formation de base des membres du personnel du cadre d'agents de sécurisation de police et du cadre d'assistants de sécurisation de police et fixant l'entrée en vigueur des articles 1^{er}, 9 à 13, 15 à 24, 33 à 38 et 41 à 49 de la loi du 12 novembre 2017 relative aux assistants et agents de sécurisation de police et portant modification de certaines dispositions concernant la police.

⁴ Voetnoot 2 van het antwoord van de gemachtigde ambtenaar: Article IV.II.4 et art. IV.II.42 PJPol.

⁵ Voetnoot 3 van het antwoord van de gemachtigde ambtenaar: Article VIII.IX.1 à 3 PJPol.

Zoals de afdeling Wetgeving al eerder heeft opgemerkt,⁶ spreekt het dus voor zich dat de weigering die ertoe leidt dat een tegenvoorstel betreffende de aanvraag wordt gedaan (tweede lid van dezelfde paragraaf), zelf met redenen moet worden omkleed.

Artikel 4

Het ontworpen artikel VIII.IV.1, § 1, 3°/1 en 7°/1, voorziet enerzijds in een omstandigheidsverlof van 4 werkdagen in geval van het overlijden van de pleegvader of de pleegmoeder van het personeelslid tijdens of na de langdurige pleegzorg, en anderzijds in een omstandigheidsverlof van één werkdag in geval van het overlijden van een pleegkind van het personeelslid of van zijn echtgeno(o)t(e) tijdens de kortdurende pleegzorg.

Luidens artikel 11 van het ontwerp moeten die ontworpen bepalingen uitwerking hebben met ingang van 25 juli 2021.

Het ontworpen besluit voorziet echter niet in een omstandigheidsverlof in geval van het overlijden van een pleegkind van het personeelslid of van zijn echtgeno(o)t(e) tijdens de langdurige pleegzorg.

Op een vraag daarover heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord:

“En ce qui concerne le congé de circonstance en cas de décès d'un enfant qui est placé auprès du membre du personnel ou de son conjoint dans le cadre du placement familial de longue durée, vous soulignez à juste titre qu'il n'est pas repris dans le présent projet d'arrêté royal, mais je vous confirme que ce congé fait l'objet d'un autre projet d'arrêté royal qui se trouve actuellement dans le parcours des formalités administratives.”

Met het oog op de inachtneming van het gelijkheids- en non-discriminatiebeginsel dat verankerd is in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, wordt de steller van het ontwerp erop geattendeerd dat het absoluut noodzakelijk is de betrokken bepalingen van beide besluiten gelijktijdig in werking te doen treden, en dit op 25 juli 2021.⁷

Artikel 11

Dit artikel bepaalt dat het ontworpen besluit in werking treedt de dag volgend op zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de artikelen 3 en 4, b), c) en e), die uitwerking hebben met ingang van 25 juli 2021.

⁶ Zie advies 73.591/4.

⁷ Zie artikel 11 van het ontwerp.

Er wordt aan herinnerd dat bestuurshandelingen krachtens een algemeen rechtsbeginsel in de regel geen terugwerkende kracht hebben, dat terugwerkende kracht evenwel verantwoord kan zijn indien de wet ze toestaat, en dat ze, indien ze niet bij de wet wordt toegestaan, alleen bij wijze van uitzondering kan worden aanvaard, met name wanneer ze nodig is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een feitelijke of een rechtstoestand en voor zover de vereisten inzake rechtszekerheid vervuld zijn en de individuele rechten worden geëerbiedigd.

Op de vraag waarom in een dergelijke terugwerkende kracht wordt voorzien, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord:

“Le projet d'article 11 prescrit que les projets d'articles 3 et 4, b), c) et e), entrent en vigueur avec effet rétroactif à partir du 25 juillet 2021, et ce dans un souci d'uniformité avec les autres secteurs. Aussi, dans le même ordre d'idées, afin d'assurer une égalité de traitement des membres du personnel des services de police avec ceux des autres secteurs, l'autorité s'est engagée auprès des organisations syndicales représentatives des services de police d'appliquer les droits découlant des modifications susmentionnées à partir du 25 juillet 2021.”

Aangezien het ontwerp geen enkel ongunstig gevolg heeft voor zijn adressaten, is die terugwerking inderdaad aanvaardbaar.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI

Martine BAGUET